



Domaine de soutien : Pêche

Mesure :

M4 - Aide à l'augmentation du tonnage brut d'un navire de pêche pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique

(OS 1.1.2)

Priorité du FEAMPA :

- 1 : Favoriser une pêche durable et la conservation des ressources biologiques de la mer
- 2 : Contribuer à la sécurité alimentaire dans l'Union au moyen d'une aquaculture et de marchés compétitifs et durables
- 3 : Permettre la croissance d'une économie bleue durable et favoriser la prospérité des communautés côtières
- 4 : Renforcer la gouvernance internationale des océans et faire en sorte que les mers et océans soient sûrs, sécurisés, propres et gérés de manière durable

Objectif Spécifique du FEAMPA :

- a) Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental ;
- b) Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2 en remplaçant ou modernisant les moteurs des navires de pêche ;
- c) Promouvoir l'adaptation de la capacité de pêche aux possibilités de pêche en cas d'arrêt définitif des activités de pêche et contribuer à un niveau de vie équitable en cas d'arrêt temporaire des activités de pêche ;
- d) Favoriser le contrôle et l'application efficaces de la réglementation relative à la pêche, y compris la lutte contre la pêche INN, ainsi que la fiabilité des données aux fins d'une prise de décision fondée sur les connaissances ;
- e) Promouvoir des conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques ;
- f) Contribuer à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques ;

Objectif Stratégique UE :

- b) une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable ;
- e) une Europe plus proche des citoyens, par la promotion du développement durable et intégré de tous les types de territoires et des initiatives locales.

Références réglementaires

Articles 11, 13, 14, 19 et annexe III du règlement (UE) 2021/1139

Stratégie régionale

Soutenir la modernisation de la flotte de pêche régionale en accompagnant les entreprises de pêche régionales qui ont besoin d'augmenter le tonnage brut de leur navire pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique, ces opérations ne pouvant pas être aidées en dehors d'un cofinancement par le FEAMPA.

Services concernés

Région Occitanie - Direction de la Mer – Service Aménagement Durable et Economie Littorale

Montant indicatif des crédits du domaine de soutien

FEAMPA : 100 000 €

Opérations éligibles :

- Augmentation du tonnage brut d'un navire de pêche pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique.

Conditions d'éligibilité :

1) Le navire de pêche :

- est exploité dans un port situé en Occitanie,
- a effectué des activités de pêche durant au moins 60 jours au cours des deux années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien ;
- appartient à un segment de la flotte pour lequel le dernier rapport sur la capacité de pêche, visé à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1380/2013, a fait état d'un équilibre entre la capacité et les possibilités de pêche existant pour ledit segment,
- présente une longueur hors tout ne dépassant pas 24 mètres,
- a été enregistré dans le fichier de la flotte de l'Union pendant au moins les 10 années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien,
- dispose par ailleurs des autorisations nécessaires à l'augmentation de jauge.

2) L'entrée dans la flotte de pêche de nouvelles capacités de pêche du fait de l'opération est compensée par le retrait préalable, sans aide publique, de capacités de pêche au moins équivalentes du même segment de flotte, ou d'un segment de flotte pour lequel le dernier rapport sur la capacité de pêche, visé à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1380/2013, a fait état d'un déséquilibre entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche disponibles.

3) Aux fins du paragraphe 1, seules les opérations suivantes sont éligibles :

- a) l'augmentation du tonnage brut nécessaire à l'installation ou la rénovation ultérieure d'installations d'hébergement réservées à l'usage exclusif de l'équipage, y compris les installations sanitaires, les espaces communs, les équipements de cuisine et les structures de pont-abris ;
- b) l'augmentation du tonnage brut nécessaire à l'amélioration ou l'installation ultérieures de systèmes embarqués de prévention des incendies, de systèmes de sécurité et d'alarme ou de systèmes de réduction du bruit ;
- c) l'augmentation du tonnage brut nécessaire à l'installation ultérieure de systèmes de ponts intégrés destinés à améliorer la navigation ou le contrôle du moteur ;
- d) l'augmentation du tonnage brut nécessaire à l'installation ou la rénovation ultérieure d'un moteur ou d'un système de propulsion qui présente une meilleure efficacité énergétique ou un plus faible niveau d'émissions de CO₂ que le moteur ou le système précédent, dont la puissance ne dépasse pas celle du moteur du navire de pêche précédemment certifiée conformément à l'article 40, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1224/2009, et dont la puissance maximale est certifiée par le constructeur pour ce modèle de moteur ou de système de propulsion;
- e) le remplacement ou la rénovation de l'étrave à bulbe, pour autant que cela améliore l'efficacité énergétique globale du navire de pêche.

4) Le demandeur :

a) s'engage, pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement de l'aide, à exploiter son navire de pêche dans un port d'Occitanie

b) s'engage, pour une durée de 5 ans à compter de l'attribution de l'aide, à ne pas changer le segment de flotte de son navire vers un segment de flotte en déséquilibre au titre du dernier Rapport annuel sur la Capacité de Flotte (disponible sur le site du Ministère en charge de la pêche).

Opérations non éligibles

- Opérations ne respectant pas les conditions d'éligibilité ;

- Investissements à bord des navires de pêche nécessaires pour satisfaire les exigences du droit de l'Union en vigueur au moment de la présentation de la demande de soutien, notamment les exigences découlant des obligations de l'Union dans le cadre des ORGP (Organisations Régionales de Gestion des Pêches), sauf disposition contraire prévue à l'article 22 du règlement FEAMPA.

Dépenses éligibles

Investissements matériels et immatériels (audit, études techniques...) directement liées à l'opération.

Dépenses directement liées aux opérations d'augmentation du tonnage brut d'un navire de pêche pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique (audit énergétique, étude de faisabilité, étude technique préalable, acquisition de matériaux, équipements, frais de transport, frais d'installation...).

Dépenses non éligibles

- Dépenses sans lien direct avec l'opération,
- Dépenses relevant de l'entretien ou de la réparation permettant de maintenir un équipement en état de marche,
- Consommables non directement liés à la mise en œuvre de l'opération,
- Dépenses relevant du fonctionnement courant de la structure
- Matériel de pêche
- Matériel et équipements d'occasion,
- Location de matériel,
- Outils,
- Frais financiers,
- Impôts et taxes,
- TVA,
- Primes d'assurances,
- Dépenses ne donnant pas lieu à un décaissement réel (valorisation d'une contribution en nature, amortissement comptable),
- Frais de personnel du demandeur,
- Frais de dossiers,

Demandeurs éligibles :

- Entreprises de pêche ou armateurs dont le siège social est situé en Occitanie

Demandeurs inéligibles :

- Entreprises de pêche ou armateurs dont le siège social n'est pas situé en Occitanie ;
- Demandeurs ayant commis des infractions graves au titre de l'article 42 du règlement (CE) n° 1005/2008 du Conseil ou de l'article 90 du règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil ou au titre d'autres actes législatifs adoptés par le Parlement européen et le Conseil dans le cadre de la PCP ;
- Demandeurs ayant été impliqués dans l'exploitation, la gestion ou la propriété de navires de pêche figurant sur la liste de l'Union des navires INN visée à l'article 40, paragraphe 3, du règlement (CE) n°1005/2008 ou de navires battant le pavillon de pays reconnus comme pays tiers non coopérants conformément à l'article 33 dudit règlement.

Critères de sélection

- Catégorie de navigation du navire
- Age du navire de pêche
- Efficacité énergétique actuelle du navire : nombre de litres de carburant consommés / kg de produit débarqué sur les 2 dernières années

Lien avec d'autres réglementations

/

Lignes de partage entre les objectifs spécifiques

- Les opérations n'entraînant pas une augmentation de jauge du navire relèvent de la mesure « Aide à la modernisation des navires de pêche (hors moteurs) » - (OS 1.1.1).

Intensité d'aide publique :

40 %

Taux de cofinancement (des aides publiques) :

- Contreparties nationales (Région, Etat...) : 30%
- FEAMP : 70%

Plancher de dépenses éligibles :

12 500 € HT

Plafond :

1 dossier / navire sur la programmation FEAMPA

Indicateur de réalisation :

- Nombre d'opérations

Indicateur de résultats :

- CR 11 - Nombre d'entités favorisant la durabilité sociale

Grille de sélection des projets :

Critères de sélection portant :	Thématique	Critères de sélection	Notation applicable	
Sur le bénéficiaire	/	/	/	/
Sur le projet	Sécurité	Catégorie de navigation du navire	navire armé en 4ème catégorie navire armé en 3ème catégorie navire armé en 2ème ou 1ère catégorie	0 15 30
	Conditions de travail	Age du navire de pêche	moins de 10 ans entre 10 et 20 ans plus de 20 ans	0 15 30
	Efficacité énergétique	Efficacité énergétique actuelle du navire : nombre de litres de carburant consommés / kg de produit débarqué sur les 2 dernières années	L'opération ne vise pas l'amélioration de l'efficacité énergétique du navire ou le navire consomme moins de 0,5 litres de carburant par kg de poisson débarqué L'opération vise l'amélioration de l'efficacité énergétique du navire et le navire consomme entre 0,5 et 1,5 litres de carburant par kg de production débarquée L'opération vise l'amélioration de l'efficacité énergétique du navire et le navire consomme plus de 1,5 litres de carburant par kg de production débarquée	0 20 40

Note minimale : 30/100

En cas d'ex-aequo, les projets seront départagés sur le critère : « efficacité énergétique » puis « sécurité » puis « conditions de travail ».